

Soutenance de Dadie Michel Eric Dago

Publié le 5 décembre 2019 – Mis à jour le 15 janvier 2020

Date

Le 20 janvier 2020 De 14:00 à 16:30

Lieu :Pôle Tertiaire - Site La Rotonde - 26 avenue Léon Blum - 63000 Clermont-Ferrand

Lieu(x)

Pôle Tertiaire - Site La Rotonde - 26 avenue Léon Blum - 63000 Clermont-Ferrand

Salle Pascal

Civil Conflict and Human Capital in Developing Countries

JURY

Rémi Bazillier, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Delphine Boutin, Maître de Conférence à l'Université de Bordeaux

Zié Ballo, Professeur à l'Université Félix-Houphouet Boigny

Simone Bertoli, Professeur à l'Université Clermont-Auvergne (CERDI)

Catherine Araujo-Bonjean, Chargée de recherche CNRS, Université Clermont-Auvergne, CERDI

Florent Bresson, Maître de Conférence à l'Université Clermont-Auvergne, CERDI

RÉSUMÉ

Au vu de l'importance de leurs effets néfastes sur la croissance économique, les guerres civiles sont qualifiées de processus de « développement à rebours » (Collier et al., 2003). Ce constat est particulièrement vrai pour les pays en voie de développement en raison de leur vulnérabilité économique. Les impacts des conflits sont particulièrement importants et prolongés lorsqu'ils affectent le processus d'accumulation du capital humain, facteur clé du développement économique à long terme. Selon les évaluations internationales, les pays touchés par un conflit civil sont ceux qui se retrouvent régulièrement en fin de liste dans les progrès en matière d'éducation.

En dépit des progrès réalisés ces dernières années, l'Afrique fait face à d'énormes difficultés dans le domaine de l'éducation en raison de la prévalence élevée des conflits civils. Le deuxième objectif du Millénaire pour le développement (OMD), l'éducation primaire universelle, en termes de taux de scolarisation et de performances scolaires, est souvent mis à mal lorsque les pays sont touchés par des conflits armés internes. Ces derniers accentuent la pauvreté existante et réduisent les capacités d'

adaptation de la population civile à faire face à la situation de conflit civil.

Cette thèse a pour objectif, d'une part, de déterminer les conséquences des conflits civils sur la formation du capital humain et, d'autre part, d'évaluer l'efficacité d'une politique de transfert public sur la formation du capital en situation post conflit. Elle s'articule autour de trois chapitres.

Le premier chapitre traite de l'effet des conflits civils sur la répartition du temps des enfants d'âge scolaire (10-14 ans) dans le cas de la Côte d'Ivoire. Spécifiquement, il s'agit de comprendre, comment les ménages victimes de conflit civil font leurs choix en matière de scolarisation et de travail des enfants. Les données utilisées proviennent de l'enquête du niveau de vie des ménages de 2008 réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS) et la Banque Mondiale. A partir d'une approche économétrique tenant compte de l'interdépendance des deux formes d'allocation du temps (scolarisation et travail des enfants), nos résultats montrent que le temps des enfants d'âge scolaire est principalement alloué au travail au détriment de la scolarisation si ces derniers sont issus d'un ménage affecté par le conflit civil. Nos résultats montrent également que ce choix des ménages est fonction du genre et du milieu de résidence. En effet, les enfants de sexe masculin ont plus de chance d'être impliqués dans du travail hors ménage que ceux de sexe féminin. Ces dernières sont davantage impliquées dans les tâches domestiques à l'intérieur du ménage. Enfin, les enfants des milieux urbains contribuent plus au travail des enfants que leurs homologues du milieu rural. La conclusion principale de ce chapitre est qu'en situation de conflit violent, l'allocation du temps des enfants est soumise à un compromis important entre l'école et le travail.

Le second chapitre est consacré à l'évaluation des conséquences du conflit civil sur les performances scolaires en Côte d'Ivoire. A partir des mêmes données et en considérant le statut de victime du ménage, l'objectif de ce chapitre est d'évaluer le niveau d'éducation atteint par les individus d'âge scolaire obligatoire au moment du conflit. A partir d'une spécification basée sur la méthode de la double différence, les résultats révèlent que le niveau d'éducation moyen atteint par les enfants d'âge scolaire obligatoire au moment du conflit est moindre que celui des enfants du même âge mais non affecté par le conflit civil. Cette baisse est plus importante pour les individus de sexe masculin, les individus vivant en milieu rural et ceux vivant dans dont le chef de ménage est alphabète.

Le dernier chapitre de cette thèse analyse dans le cas du Libéria, l'effet d'une politique de transfert social sur la formation du capital humain. Il s'agit de comprendre comment un programme d'alimentation scolaire assimilable à une politique de transfert public peut contribuer à réduire le recours au travail des enfants. Les données utilisées dans ce chapitre proviennent de l'enquête de 2007 sur les indicateurs de base du bien-être social au Libéria. A partir de techniques d'appariement, les résultats obtenus permettent de constater que le programme d'alimentation scolaire au Libéria réduit le recours au travail des enfants. Ce programme est particulièrement efficace pour réduire le travail des enfants de sexe masculin, des enfants vivant dans des ménages déplacés par la guerre et des enfants vivant dans des ménages dont le chef est alphabète. La principale conclusion de ce chapitre est que l'effet néfaste des conflits civils sur la formation

du capital humain peut être atténué par des transferts sociaux.

MOTS CLÉS

Conflit civil, Guerre civile, Capital humain, Éducation, Travail des enfants, Côte d'Ivoire, Libéria, Afrique Sub-Saharienne

<http://www.theses.fr/s181528>(<http://www.theses.fr/s181528>)

<https://cerdi.uca.fr/version-francaise/actualites/soutenance-de-dadie-michel-eric-dago>(<https://cerdi.uca.fr/version-francaise/actualites/soutenance-de-dadie-michel-eric-dago>)